

raison de la priorité qu'il aurait accordée aux forces productives dans le développement historique, et de la définition étroite des forces productives dont le développement serait à un certain niveau incompatible avec les rapports de production, nous paraît inappropriée. D'une part, rien dans la formulation de Marx, en particulier dans la Préface de 1859 qui est d'abord une synthèse, n'attribue de priorité explicative aux rapports de production ou aux forces productives. D'autre part, limiter le champ des forces productives au développement technologique relève aussi d'une interprétation discutable du texte, et il serait possible de reformuler la question en définissant comme forces destructrices celles qui ont un impact négatif sur l'environnement. Ensuite, la critique qu'adresse l'auteur à Friedrich Engels, même si elle est bien plus subtile que d'autres, notamment celle formulée par le marxisme occidental des années 1970, nous semble excessive au sens où, s'il s'avère qu'il n'a pas accordé l'importance nécessaire aux textes de Marx mentionnés par Saito, sa contribution à la question environnementale, qui n'est pas discutée dans la présente recension, trouve toute sa dimension dans sa *Dialectique de la nature*. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage permettra d'enrichir la réflexion à la fois théorique et pratique de tous les marxistes qui s'intéressent à l'écologie, de tous les écologistes qui s'intéressent au marxisme, et plus largement de tous ceux qui sont persuadés que la question sociale et la question écologique sont complémentaires.

Fabien Tarrit

(Université de Reims-Champagne-Ardenne,
EA REGARDS, Reims, France)
fabien.tarrit@univ-reims.fr

Le vivant et la révolution. Réinventer la conservation de la nature par-delà le capitalisme

Bram Büscher, Robert Fletcher
Actes Sud, 2023, 326 p.

La conservation de la nature, comme une action collective et institutionnalisée visant à protéger des milieux ou des espèces, a toujours connu des critiques depuis ses premières formulations au cours du XIX^e siècle. Mais elle a, malgré cela, présenté une forte résilience qui s'est manifestée notamment par l'expansion extrêmement importante des aires protégées au cours des 150 dernières années. Les préoccupations actuelles sur les limites planétaires et l'Anthropocène renforcent l'importance des politiques de conservation de la biodiversité, mais elles les obligent à décaler sensiblement leurs modalités d'action. Deux types de réponses dominent actuellement. Selon certains, l'Anthropocène, en montrant que les humains ont désormais transformé l'ensemble de la biosphère, impose d'imaginer une conservation intervenant

sur des milieux qui n'ont plus rien de naturel. Pour d'autres, au contraire, la persistance de la crise de la biodiversité oblige à renforcer les mesures déjà mises en place, notamment en multipliant les aires protégées jusqu'à atteindre 30 % (voire 50 %) de la surface de la Terre mis en défens de la plupart des activités anthropiques.

Mais il existe d'autres options dans les politiques de conservation, portée ces dernières décennies par certains acteurs de la conservation et notamment des spécialistes des sciences sociales (dans lesquels l'auteur de ces lignes se range). Jusqu'à récemment, leur positionnement avait principalement consisté en une critique des conséquences sociales de la conservation. Mais l'ouvrage de Bram Büscher et Robert Fletcher, *Le vivant et la révolution*, développe une réflexion dépassant le simple constat critique pour s'engager sur des propositions de politiques alternatives pour la conservation. Il représente à ce titre un jalon important dans le paysage éditorial des sciences sociales de la conservation non plus critiques mais propositionnelles – où la littérature est limitée en anglais et quasi inexistante en français. De plus, comme le titre l'indique, le propos de l'ouvrage va plus loin qu'une réflexion sur un secteur spécifique en articulant explicitement la conservation aux logiques capitalistes et à la nécessité d'en sortir. C'est donc un ouvrage sur la révolution. Sujet plus que nécessaire par les temps qui courent et rendu plus utile encore quand on mesure l'omerta que le concept de révolution a connue dans la production scientifique depuis les années 1970.

Mais qu'est-ce qu'une révolution et quel format peut-elle prendre quand elle s'adresse à un domaine d'action spécifique comme celui de la protection de la nature ? Pour répondre à cette question, Büscher et Fletcher entreprennent une analyse d'ampleur du monde de la conservation qui leur permet en particulier de pointer une dimension aussi fondamentale que trop souvent occultée : la conservation s'est construite jusqu'aujourd'hui sur un paradoxe. Elle a été envisagée comme une mesure destinée à limiter l'impact humain sur les milieux naturels, mais elle a, dans le même temps, reproduit et prolongé un mode de fonctionnement par ailleurs destructeur de la nature. En d'autres termes, la « caractéristique de la conservation est son caractère capitaliste » (p. 22). Qu'il s'agisse des politiques mises en place dans les empires coloniaux, celles suivies dans les pays occidentaux, ou plus récemment dans la quasi-totalité des États du globe, la protection s'est construite par l'institutionnalisation d'un pouvoir centralisé, très majoritairement étatique, sur des espaces protégés, associé à des mesures de valorisation économique. Cela a eu pour conséquence de marginaliser de très nombreux groupes sociaux au profit de différentes élites économiques ou politiques. Et les évolutions récentes visant à diversifier les instruments de protection de la nature, notamment en direction des « nouveaux instruments de

marché» que sont les paiements pour services écosystémiques, les banques de compensation, ou les marchés carbone ne font que renforcer le lien entre conservation et capitalisme.

Büscher et Fletcher insistent sur les différentes formes de la conservation ayant pris corps depuis les premières formulations américaines ou coloniales, et le livre constitue à ce titre une source extrêmement utile à qui veut accéder à une analyse claire et exhaustive des grandes tendances de la conservation et aux principaux protagonistes des débats qui l'habitent. Parmi ces tendances, les auteurs caractérisent en particulier la « conservation dominante » qui s'est diffusée tout au long du xx^e siècle à travers différentes variations : la conservation « forteresse », où s'imposaient des réserves naturelles et des parcs nationaux basés sur une exclusion des populations locales, prolongée davantage que remplacée par une conservation « flexible » à la fin du siècle basée sur des politiques participatives cherchant à intégrer mesures de conservation et actions de développement. Mais les auteurs approfondissent leur analyse sur deux formes de conservation apparues plus récemment : la « nouvelle conservation de l'Anthropocène » selon laquelle la protection doit désormais s'occuper d'espaces qui ne sont plus naturels, et le « néoprotectionnisme » qui juge impératif d'étendre encore davantage la surface des aires protégées tout en prenant de la distance vis-à-vis des logiques du marché. La première prend acte de la fin de la nature et propose de déborder les espaces protégés pour gérer un jardin mondial entièrement anthropisé avec tous les outils dont dispose le capitalisme actuel. La seconde, à l'inverse, est rendue sceptique par ces approches marchandes et veut préserver ce qui reste, selon elle, de nature sauvage ou peu anthropisée.

Poursuivant leur synthèse, Büscher et Fletcher affirment que la « nouvelle conservation » prolonge une logique capitaliste mais qu'elle se positionne en rupture avec la vision moderne d'un monde divisé entre nature et société. À l'inverse, le néoprotectionnisme prolonge ce dualisme nature-culture mais se trouve critique du capitalisme comme système capable de protéger ce qu'il détruit lui-même. Les longs développements consacrés à ces binarités permettent de présenter le paysage intellectuel en opposition duquel se définit l'objectif final de l'ouvrage : un cadre programmatique pour une « conservation conviviale », à la fois post-capitaliste et postdualiste, inscrite par ces deux dimensions dans une logique révolutionnaire.

Cette conservation, telle qu'elle est présentée, combine des modes d'organisation déjà existants à des propositions dont l'originalité tient surtout à leur généralisation. Elle se structure autour de cinq composantes, comme autant de contrepoints à la conservation

dominante : une promotion de la nature plutôt qu'une protection forteresse ; une célébration de la nature humaine et non humaine davantage qu'une sauvegarde de la nature ; une fréquentation engagée plus qu'un voyeurisme touristique ; une écologie du quotidien davantage qu'un environnementalisme spectaculaire ; et un engagement démocratique commun plutôt que l'appui d'une technologie experte et privatisée. Ces éléments sont assez larges pour donner une orientation à la convivialité – et notamment une volonté perceptible, mais pas explicite dans l'ouvrage, de sortir des aires protégées – mais restent peu tangibles.

Les clarifications arrivent avec des exemples d'actions concrètes. Cinq d'entre eux sont détaillés : des mesures de réparations historiques (vis-à-vis des conséquences des politiques passées de la conservation), la mise en place d'un « revenu d'existence pour la conservation » (un bonus d'un possible revenu d'existence pour ceux vivant à proximité d'aires de conservation), une mise à plat des relations avec les entreprises (en clair, une déconnexion), la création d'une « coalition pour une conservation conviviale » et, enfin, une triple « redirection » (vers une planification de paysages intégrés, une gouvernance basée sur des dispositifs démocratiques et des financements alternatifs).

Cette liste confirme le caractère programmatique de l'ouvrage. Celui-ci se justifie tout à fait. Dans le contexte actuel où les sciences documentent les crises socioécologiques sans que cela ne modifie les trajectoires politiques, une transformation de la recherche elle-même paraît impérative, qui puisse rendre explicite son inscription dans le monde et la faire sortir de sa réserve.

Sortir de sa réserve, c'est exactement l'objectif de Büscher et Fletcher, dans une double direction. Analytique, d'une part, en abandonnant la focalisation sur les mesures de protection de la biodiversité pour les réintégrer dans une économie politique globale. Stratégique, ensuite, puisqu'en proposant cette approche globale, les auteurs espèrent être entendus par les conservationnistes « dominants » mais aussi par des communautés hors du monde de la conservation que l'objectif révolutionnaire pourrait intéresser.

Agencer analyse scientifique et projet révolutionnaire n'est pas une tâche facile, même si d'illustres prédécesseurs ont réussi cet assemblage avec le succès que l'on sait. C'est d'ailleurs dans une veine marxiste revendiquée que Büscher et Fletcher déploient leur argumentaire. Mais quelle est la place de la conservation dans la perspective révolutionnaire marxiste ? Comme le rappellent les auteurs, le marxisme aborde la question environnementale, notamment à propos de la rupture métabolique des processus de production capitalistes déconnectés de leurs bases biologiques (p.97) et pour noter la « seconde contradiction » du capitalisme selon

laquelle l'expansion continue de la croissance économique nécessaire au fonctionnement capitaliste se trouve confrontée à la dimension finie des ressources naturelles (p. 110)¹⁰. Mais où se positionne la conservation là-dedans ? À cela, Büscher et Fletcher répondent en affirmant que « la conservation opère en tant que composante de l'économie-monde capitaliste, permettant l'internalisation des conditions environnementales et visant à garantir ou étendre l'accumulation du capital » (p. 43). Positionner la conservation comme entièrement subordonnée au capitalisme permet de combattre le second en s'attaquant à la première. À cela on peut néanmoins poser deux limites. La première a trait à la diversité de situations, qu'une analyse en termes aussi généraux que le capitalisme ou la « conservation dominante » ne peut pas prendre en compte. Les auteurs ont bien conscience de cette diversité mais ils affirment dans le même temps qu'une vision unifiée est nécessaire pour prendre la mesure du rôle organique de la conservation dans le système capitaliste.

La seconde limite concerne l'évolution du lien entre conservation et capitalisme. La forme la plus répandue qu'a prise la conservation, des aires protégées gérées par l'État, est une conséquence de la marginalisation des préoccupations environnementales dans un monde d'expansion coloniale et de consolidation étatique. L'émergence d'une compréhension intégratrice de l'environnement, puis sa progressive régression au profit d'approches centrées sur des enclaves de nature, est très bien décrite par l'ouvrage majeur de Richard Grove, *Green imperialism*, que Büscher et Fletcher citent sans le commenter¹¹. L'analyse de Grove laisse entrevoir deux éléments tout à fait fondamentaux. D'une part, la conservation n'est pas fondatrice du dualisme nature-culture : elle en est une des conséquences, qui s'est matérialisée sous la forme d'une conservation forteresse dans une logique territoriale. D'autre part, l'objectif de la conservation portait en germe une condamnation de l'exploitation des milieux, qui ne peut pas être réduite à une instrumentalisation de la protection de la nature à des fins capitalistes.

Pour les auteurs, ces deux limites dans leur analyse sont justifiées par l'objectif politique du livre. Puisqu'une critique doit porter sur une conservation par essence profondément imbriquée dans le capitalisme, toute dilution de l'analyse dans des cas particuliers ou des agencements spécifiques ne ferait que louper son

objet. De même, les origines critiques de la conservation pèseraient désormais de peu de poids alors que celle-ci « est devenue plus ouvertement et plus activement capitaliste dans ses objectifs [et] beaucoup plus centrale dans la dynamique capitaliste mondiale » (p. 42).

Les longues discussions sur les grandes catégories conceptuelles qui constituent les socles du capitalisme et de la conservation apparaissent dès lors comme des instruments de combat davantage que comme des éléments heuristiques. En reconstruisant un grand récit de la conservation conviviale comme alternative post-capitaliste et postdualiste, Büscher et Fletcher proposent un Léviathan conceptuel capable selon eux de s'imposer face aux formes dominantes de la conservation. La proposition de créer une « coalition pour une conservation conviviale » à l'échelle mondiale est en ce sens caractéristique de cette logique d'opposition qui devrait s'étendre aux institutions de la conservation elles-mêmes¹².

Si Büscher et Fletcher s'engagent dans cette direction, c'est probablement parce qu'ils sont préoccupés par la question de savoir comment faire d'un mouvement sectoriel et très largement conservateur un mouvement révolutionnaire. Leur argumentaire sur ce point est singulièrement faible : « la conservation conviviale doit être vue comme l'une des nombreuses rivières confluant vers un vaste océan d'alternatives » (p. 200). Cet usage métaphorique ne permet pas de faire sens des conditions matérielles de création d'une opposition face à la conservation comme outil du capitalisme. Il aurait fallu pour cela sortir du cadre de la conservation elle-même, non pas en montrant qu'elle était entièrement déterminée par une superstructure, mais pour voir en quoi ses institutions et ses modes de fonctionnement entérinaient cette position marginale dans un système plus large, bloquant de la sorte sa force révolutionnaire. Un exemple caractéristique concerne la place accordée dans l'ouvrage aux aires protégées, qui se trouvent objet principal des critiques sans que ne soit proposée une évaluation de ce qu'un abandon de ces aires protégées pourrait représenter en termes de transformation écologique et politique.

Ouvrir sur le rôle du capitalisme était donc nécessaire mais pas suffisant pour identifier les potentialités d'émancipation effectives d'une politique du vivant débarrassée des politiques de conservation. D'autres ouvertures s'avèreraient impératives pour cela, notamment en replaçant la conservation dans le cadre plus large de l'environnement, entendu comme une problématique

¹⁰ Thèse développée par James O'Connor, 1988. « Capitalism, nature, socialism. A theoretical introduction », *Capitalism Nature Socialism*, 1, 1, 11-38, <https://doi.org/10.1080/10455758809358356>.

¹¹ Grove R.H., 1995. *Green imperialism. Colonial expansion, tropical island Edens and the origins of environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press.

¹² Voir à ce titre une critique déjà formulée par Noel Castree et George Henderson, 2014. « The Capitalist mode of conservation, neoliberalism and the ecology of value », *New Proposals: Journal of Marxism and Interdisciplinary Inquiry*, 7, 1, 16-37.

de mise en relations des natures aux sociétés. Les caractéristiques proprement révolutionnaires de ces questions environnementales (aux premiers rangs desquelles figurent la justice environnementale et la décarbonation) auraient sans doute conduit à une réponse plus radicale que le « réalisme radical » dont se targuent Büscher et Fletcher. Si le projet révolutionnaire est pensé jusqu'au bout, il implique en effet une disparition de la conservation comme secteur d'action. Réintégrée dans l'ensemble des pratiques humaines et non plus cantonnée à des espaces spécifiques (même « planifiés » écologiquement), intégrée dans les cycles de reproduction des moyens d'habiter la Terre englobant humains et non-humains, la conservation perdrait de son caractère sectoriel pour se fondre dans un au-delà post-conservatinniste. Acter cet horizon utopique revient à entériner la disparition des acteurs conservatinnistes eux-mêmes, qu'ils soient dominants ou critiques. Un pas définitif et véritablement révolutionnaire que Büscher et Fletcher ne semblent pas prêts à franchir.

Estienne Rodary

(IRD, UMR SENS, Montpellier, France)

estienne.rodary@ird.fr

Réparer la Terre par le bas. Manifeste pour un environnementalisme ordinaire

Nathalie Blanc, Cyria Emelianoff, Hugo Rochard
Le Bord de l'eau, 2022, 246 p.

Dans un monde marqué par la multiplication des conflits socioenvironnementaux et la radicalisation des formes de mobilisation, Nathalie Blanc, Hugo Rochard (tous deux de l'UMR Ladyss, Nanterre) et Cyria Emelianoff (Université du Mans) font un pari : repolitiser ces petits gestes et ces engagements ordinaires qui nous attachent à nos environnements quotidiens. Les trois géographes, imprégnés d'écologie et de psychologie, s'emploient ainsi à proposer un changement de focale, autant qu'un renversement d'échelle – au moment où tout pousse à considérer la dynamique globale des crises ainsi que leur dimension profondément « disruptive ». Leur objectif est, peut-on dire, à la fois interdisciplinaire et transdisciplinaire. D'une part, engager la communauté scientifique dans le développement de programmes accordant une place centrale aux « nouvelles formes d'éthos citoyen et écologique, qui s'inventent en étroite relation avec le milieu » (p. 17). De l'autre, susciter « l'espoir d'une transformation par le bas » (p. 5) au-delà des cercles académiques, en soulignant le potentiel politique de pratiques localistes, trop souvent méprisées.

L'ouvrage s'emploie ainsi à caractériser la nature, les contextes, la teneur et la portée de ces environnementalismes ordinaires, dont les auteurs pensent qu'ils portent en eux les germes d'un « environnementalisme du

commun », capable de transformer nos sociétés. De ce point de vue, le manifeste se veut exploratoire et non exhaustif. Les auteurs souhaitent avant tout circonscrire un ensemble de pratiques, dont ils ne veulent pas gommer la diversité. C'est là l'une des tensions de l'ouvrage : parvenir à catégoriser l'environnementalisme ordinaire sans en faire une catégorie figée. Analysé presque exclusivement dans des contextes urbains des pays du Nord, l'environnementalisme ordinaire repose sur ce rôle citoyen de l'habitant, engagé, à travers ses actions quotidiennes, à prendre soin de son milieu. L'ouvrage égraine ainsi une liste variée d'initiatives, portées par des individus (apiculteurs amateurs, défenseurs d'espaces naturels, protecteurs de chats errants...), des associations ou des collectifs (recycleries, jardins communautaires, fablabs...).

Inspirés par divers courants allant des socialismes utopiques à l'anarchisme chrétien, l'écoféminisme ou l'écologie sociale, les auteurs s'inscrivent dans le sillage d'un libéralisme politique proche du pragmatisme américain, et en particulier de John Dewey. Il s'agit alors de caractériser un « pouvoir d'agir » reposant sur l'expérience et l'expérimentation quotidiennes. De cet empirisme doivent émerger des possibilités d'action futures, tant individuelles que collectives. Se démarquant d'une tradition marxiste centrée sur les rapports de classe, les auteurs s'inscrivent également dans l'héritage des Nouveaux matérialismes¹³, en prêtant attention aux « milieux de vie ». Entités dotées de caractéristiques biophysiques propres, leur matérialité se construit dans une interaction permanente entre une pluralité d'agents, humains et non humains. Le lieu est ainsi synonyme d'un enchevêtrement de flux matériels et de nœuds relationnels inscrits dans un même espace. Dans ces contextes locaux, se dessinent des attachements à la fois personnels et collectifs, sensibles et esthétiques, qui nous obligent, au travers d'un ensemble d'engagements et d'attentions. Ces liens transformant à leur tour la matérialité des « milieux » qui nous permettent d'être et d'exister.

Les auteurs soulignent le potentiel transformatif de ces pratiques quotidiennes, tant du point de vue écologique que politique. Elles participeraient à atténuer les hiérarchies sociales en associant classes moyennes, femmes et minorités précarisées, au travers d'actions concrètes. Les « milieux de vie » auraient ainsi une propension à raviver l'esprit de coopération étouffé par le néolibéralisme. Ces initiatives locales, portées par des « créateurs du quotidien », auraient vocation à se

¹³ Mouvement intellectuel né dans les années 1990, généralement influencé par les théories de Gilles Deleuze et Félix Guattari, qui s'emploie à surmonter le dualisme entre matériel et immatériel, en pensant l'agentivité du « non-humain ». Ce courant hétérogène est représenté par des figures telles que Bruno Latour, Arturo Escobar ou Donna Haraway.